

Ceci n'est pas qu'un plan d'adaptation

Mais les premiers pas d'une communauté apprenante pour adapter ses territoires et milieux de vie et continuer à habiter demain, fièrement, le Massif central.

Par Stéphane Cordobes, directeur général de l'Agence d'urbanisme Clermont Massif central (AUCM)

1. S'adapter n'est plus affaire de plan ou d'expertises, mais de convictions

Rendre public un plan d'adaptation au changement climatique alors que l'on assiste à un recul marqué des ambitions écologiques pourrait sembler contracyclique. Quel accueil recevra le Plan stratégique d'adaptation au changement climatique du Massif central, alors que l'actualité, nationale comme internationale, incite à relâcher la vigilance ? Risque-t-il, comme tant d'autres rapports, d'être mis de côté et oublié ?

On préfère faire le pari inverse. Les batailles de posture, tenues loin des réalités de terrain, pèseront peu face aux transformations déjà à l'œuvre, aux inquiétudes concrètes qui touchent chacun dans ses territoires, son travail, ses modes d'habiter. Qui peut encore nier que des vulnérabilités apparaissent, que d'autres s'aggravent ? Il n'est plus de milieux de vie épargnés, plus d'attachements qui ne soient remis en question. Ignorer le changement global est devenu un luxe réservé à quelques nantis. Un luxe auquel la majorité des habitants du Massif central — jeunes ou vieux, actifs ou retraités, femmes ou hommes, ruraux ou urbains — ne peut plus prétendre.

Et ce d'autant plus que les reculs actuels en matière de sobriété foncière, de régulation des pesticides, d'agroécologie, de réduction de la consommation ou de préservation du vivant risquent d'accélérer les déséquilibres. Et de rendre l'adaptation plus urgente encore.

2. Le Massif central n'est pas un refuge, il n'échappera pas aux effets du changement global

Commençons par déconstruire une idée reçue : non, le Massif central ne sera pas épargné. Non, il ne constituera pas un refuge préservé des effets du changement climatique, envié par le reste du pays, voire du monde. Si la situation y paraît parfois « moins pire », elle n'en sera pas moins grave. Les transformations à venir remettront en cause en profondeur les paysages, les modes de vie et les équilibres territoriaux que nous connaissons aujourd'hui.

L'évolution du climat est déjà perceptible : printemps précoces, sécheresses, baisse de l'enneigement, épisodes extrêmes plus fréquents... Ce que les habitants constatent au quotidien, les modèles climatiques le confirment : d'ici 2050, certaines zones du Massif pourraient connaître un réchauffement de +3,5 °C, avec un déficit hydrique marqué. Ces changements affecteront directement les milieux, les conditions de vie et les activités.

Mais ces effets ne seront ni uniformes ni équitables. Les ressources déjà fragiles — eau, sol, biodiversité — seront mises à plus rude épreuve. Et tous les habitants ne disposent pas des mêmes capacités d'adaptation. Le vieillissement démographique, la dispersion de l'habitat, les écarts de niveau de vie, la faiblesse de l'ingénierie locale aggravent les inégalités face au changement climatique.

Dans ce contexte, l'adaptation ne peut relever de la seule initiative individuelle ou sectorielle ; ni de collectivités ou collectifs isolés. Elle doit être portée comme un projet collectif, intriqué, solidaire. Sans pour autant assigner le Massif à un statut peut-être trop déterministe ou surinvesti de bio-région, on peut y reconnaître une communauté de milieux et de culture — mieux : une envie de faire front commun dans un espace de co-appartenance qui fait sens, y compris face à la déprise et à l'adversité passée. Parce que les territoires qui composent cet espace partagent des ressources, parce qu'ils sont liés par des interdépendances. Parce que les vulnérabilités s'accumulent. Parce que la réponse devra être territorialisée et coopérative.

3. Un plan, qui n'en est pas qu'un, comme réponse itinérante à l'incertitude et au trouble

Le Plan stratégique d'adaptation au changement climatique (PSACC) ne prétend pas tout résoudre. Mais il propose un cadre d'actions structuré, réaliste, fondé sur une dynamique collective. Il repose sur une conviction partagée : à défaut de certitudes, il est possible de construire une méthode - au sens de chemin à ouvrir et arpenter -, de se doter d'outils communs, de s'accorder sur des priorités et de tracer des lignes d'horizon. Cet optimisme méthodologique n'a rien d'un pari incantatoire. Il s'appuie sur une expérience concrète de travail entre acteurs du territoire.

Tout au long du processus d'élaboration, les membres du groupe de travail - filières et territoires confondus - ont engagé un effort d'écoute, d'analyse, de confrontation des points de vue. Ensemble, ils ont tenté de nommer les changements à l'œuvre, d'en comprendre les mécanismes et d'en mesurer les effets, sur les milieux comme sur les manières de vivre. Ce chemin partagé, malgré les incertitudes, a permis de faire émerger un socle commun d'enjeux et d'objectifs. Il ouvre la voie non pas à un avenir rêvé, mais à un futur atteignable, à condition d'un engagement collectif durable.

Ce futur repose sur l'idée d'un Massif central toujours habité, vivable, transmis. Un territoire qui prend soin de ses sols, de ses ressources, de ses paysages. Où les formes de vie locales évoluent sans se dissoudre. Où les savoir-faire vernaculaires se transmettent. Où l'économie locale s'ancre dans des pratiques respectueuses du vivant. Et où la coopération reste un levier d'autonomie et de résilience. Ce projet n'est pas une projection abstraite : c'est une stratégie pragmatique pour maintenir la qualité de vie malgré les bouleversements à venir.

4. Un plan ne suffit pas. Ce sont les clés qu'il active qui comptent

Un plan peut fixer des intentions, stabiliser un diagnostic, structurer un langage commun. Mais il ne transforme rien s'il ne crée pas du mouvement. Ce qui compte, ce ne sont pas les pages, mais les ressorts. Ce que le PSACC cherche à produire, ce ne sont pas des recommandations générales, mais des clés concrètes : pour ouvrir des possibles, déverrouiller des situations, franchir des seuils d'inertie.

Ces clés prennent la forme de cinq principes d'action non hiérarchisées et pensées non comme des objectifs extérieurs mais comme des leviers activables dans les contextes locaux. Le premier consiste à repenser collectivement l'usage des ressources, à sortir du modèle d'abondance pour inscrire les territoires dans une logique de sobriété et de partage. La deuxième repose sur la capacité à diversifier les pratiques, les filières, les formes d'organisation, pour renforcer souplesse et résilience. Le troisième engage à réduire concrètement les émissions, à préserver les puits de carbone, à revoir les mobilités et les modes de production dans une perspective de justice sociale. Vient ensuite la nécessité de revitaliser les territoires les plus en difficulté, non pas en leur appliquant un modèle, mais en travaillant à restaurer leur habitabilité, leur hospitalité, leur capacité à accueillir et à faire projet. Enfin, la dernière clé, la plus transversale : il s'agit d'apprendre ensemble, de se doter de sensibilités et de repères communs, de construire une culture de l'adaptation capable de dépasser les cloisonnements institutionnels ou sectoriels, de remettre en cause certains biais consumptifs de la modernité urbaine globalisée. Cette acculturation partagée est une condition essentielle pour permettre un véritable changement d'échelle.

5. Ouvrir un chemin commun à arpenter avec lucidité et confiance

L'Agence d'urbanisme Clermont Massif central en partenariat avec le Commissariat de Massif et avec le soutien de Clermont Auvergne Métropole, a conçu le dispositif, animé les scènes d'échange et co-produit une grande partie des contenus. Mais elle a tenu à élaborer un outil collectif, structurant et enraciné. Loin d'appliquer une méthode standardisée, elle s'est attachée à prendre en compte les singularités locales, les zones de controverse, les blocages cognitifs, culturels et économique, les niveaux de maturité et de connaissance, les différences de sensibilité et d'envie.

Ses collaborateurs n'ont pas adopté la posture du sachant ou de l'expert garant d'une méthode rigide et préformatée. Ils se sont engagés comme des acteurs parmi d'autres dans une expérimentation locale, un apprentissage collectif, une rencontre propice à faire émerger des liens, des convictions et des actions communes. Ils ont investi un processus qui ne s'achève pas avec la publication du plan, mais constitue un premier actif, une base partagée à mettre à disposition de tous ceux qui, dans le Massif, souhaiteront rejoindre la dynamique, et traduire — donc adapter et inventer — leur propre chemin d'adaptation.

Car malgré l'atmosphère politique incertaine, malgré les contraintes budgétaires annoncées, malgré les freins bien identifiés, l'exigence d'agir ne recule pas. Et parce que ce plan n'est pas resté à l'état d'intention, parce qu'il a mobilisé un groupe de travail actif, engagé, formé, qui a débattu, hiérarchisé et clarifié, s'est entendu, parce que les risques pris ont été parfaitement assumés de part et d'autre, il ouvre aujourd'hui un espace de confiance. Une dynamique s'est enclenchée.

Ce plan n'est pas un aboutissement, mais un point d'appui. Il rend visible des possibilités, articule vulnérabilités et ressources, appelle à l'action, et surtout, à la poursuite d'un projet collectif. Les cinq clés ne sont pas des cases à cocher. Ce sont des principes à incarner, des manières d'agir, des invitations à faire évoluer les pratiques et à se préparer, ensemble, à un monde en transformation — pour préserver ce qui, dans le Massif central, fait encore qualité de vie, sens et avenir commun, fierté.